

Épidémie de débats citoyens

Pac, climat : est-ce une centaine de citoyens tirés au sort, censés être représentatifs de la société, qui vont, au final, décider de l'avenir de 66 millions de Français et de celui de notre agriculture, court-circuitant la représentation nationale et ses élus, les corps intermédiaires, les experts, les sociétés savantes et les urnes ?

Au-delà des résultats produits par la convention citoyenne sur le climat, qui ont été beaucoup commentés et très sévèrement critiqués pour leur penchant décroissant,

*« Farce », « mascarade » :
la convention sur le climat
a été sévèrement critiquée.
La méthode pose question.*

il convient de s'arrêter sur cette frénésie de démocratie participative qui a fait irruption dans nos processus de décision à la suite de la crise des gilets jaunes. Même si cela ne présume pas d'une traduction effective dans les textes et que le calcul politique est évidemment sous-jacent, le président de la République a tout de même dit qu'il reprendrait 147 des 150 mesures proposées ! Qu'en sera-t-il, en septembre, après l'assemblée citoyenne sur l'agriculture, où 140 personnes sélectionnées par tirage au sort devraient à leur tour s'exprimer sur la politique agricole nationale dans le cadre du débat public ImPactons ?

Le précédent que constitue cette convention et surtout son mode opératoire nous interpellent, au point de se demander si les dés n'étaient pas pipés et si les participants n'ont

pas été les « idiots utiles » d'une opération aux conclusions jouées d'avance.

Cornaqués de près par des personnalités connues pour leur militantisme – Laurence Tubiana, Cyril Dion et Thierry Pech –, formés durant plusieurs semaines par des experts au milieu desquels des associations écologistes trônaient en surnombre, des citoyens se sont plaints qu'on ait cherché à leur forcer la main au moment de se compter. « C'est quand même un peu spécial de voter par bloc entier [d'objectif, NDLR] et non pas mesure par mesure. On n'est pas une minorité à penser cela ! », s'est esclaffée une participante. Confondante de sincérité, une autre, interviewée par Franceinfo a même poussé encore plus loin le bouchon : « Heureusement qu'il y avait les formateurs pour nous dire quoi penser et proposer » !

« Ce n'est pas ça la démocratie participative. Ce n'est pas cent cinquante personnes qui ont été soumises à la pression de tous les lobbies écologues », a asséné Julien Dray, membre du bureau politique du PS. Pour Olivier Babeau, de l'Institut Sapiens, « cette convention citoyenne procède de cette idée qu'on va enlever les institutions traditionnelles, [...] du mythe de la démocratie directe. Cette relation directe sans les corps intermédiaires, c'est le schéma de tous les régimes populistes. »

Des limites que l'on ferait bien de méditer, en effet, alors que c'est maintenant au tour de l'agriculture...



Par **PHILIPPE PAVARD**
rédacteur en chef